

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY

NANCY, le 27/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/08/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SAINT GOBAIN PAM

Avenue Camille Cavallier

BP 129

54700 Pont-à-Mousson

Références : GD-MK/SPRA/0539_2022
Code AIOT : 0006200539

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/08/2022 dans l'établissement SAINT GOBAIN PAM implanté Avenue Camille Cavallier Adresse Exclusive BP 129 54700 PONT A MOUSSON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection objet du présent rapport s'inscrit dans le contexte hydrologique critique connu sur le bassin versant de la MOSELLE en Août 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAINT GOBAIN PAM
- Avenue Camille Cavallier Adresse Exclusive BP 129 54700 PONT A MOUSSON
- Code AIOT : 0006200539
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'établissement SAINT GOBAIN PAM situé à PONT A MOUSSON fabrique des canalisations en fonte ductile. Cette activité nécessite notamment de grandes quantités d'eau pour le refroidissement des installations. L'installation est située en périphérie de la ville de Pont à Mousson, proche de la Moselle.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prélèvement/consommation d'eau
- Mesures temporaire de limitation de l'usage de l'eau (sécheresse)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Déclenchement du seuil d'alerte	Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Origine des approvisionnement, prélèvements et consommations en eau	Arrêté Préfectoral du 06/12/2010, article 4.1.1	/	Sans objet
2	Dispositif de suivi des prélèvements en eau	Arrêté Ministériel du 06/12/2010, article 13.2.2	/	Sans objet
4	Déclenchement du seuil de crise	Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 2	/	Sans objet
5	Consommation et sobriété des usages de l'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'activité du site au moment de l'inspection n'était pas à son niveau nominal pour cause de problèmes techniques. Les consommations d'eau étaient donc réduites et par conséquent l'impact sur les milieux aquatiques également. L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant respecte les niveaux de prélèvement au milieu naturel autorisés et met en oeuvre les opérations de réduction de ses consommations en période de sécheresse. L'exploitant mène volontairement des études visant à réduire et mieux maîtriser ses consommations et ses niveaux de rejets.

Des compléments sont cependant attendus afin de:

- s'assurer qu'en fonctionnement nominal l'impact thermique sur la Moselle reste contenu;
- d'anticiper au mieux les périodes de sécheresse les plus sévères à venir dans le futur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine des approvisionnement, prélèvements et consommations en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2010, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Usages de l'eau – Ressources prélevées – Valeurs limites de prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Profondeur	Coordonnées Lambert	Débit maximum des puits (m³/h)	Prélèvement annuel (en moyenne journalière)	Utilisation
Eau superficielles	Canal latéral de la Moselle				50 000 m³	Eau industrielle
Eau de source	Fontaine des Corbeaux				100 m³	Chaudière Babcock
Eau souterraine	Puits « Fonderie »	7,5 m	-	85	4500 m³	Eau industrielle
	Puits « Dénoyage ensilage »	4,81 m	-	250		Eau industrielle
	Puits « Mélangeur 5 »	6,5 m	-	200		Eau industrielle
	Puits « Clos Jean »	11 m	X=8192877 Y=1923410 Z=181	50		Eau industrielle / AEP
	Puits « Mougenot »	5,4 m	X=8192741 Y=1923545 Z=182	100		Eau industrielle / AEP
	Puits « station énergie »	10,75 m	X=8192699 Y=1923590 Z=181	120		Eau industrielle / AEP
Réseau public					4 m³	Alimentation du village entreprise

Constats : L'exploitant a présenté et transmis à l'inspection des installations classées son tableau de suivi des flux d'eau, notamment pour la période couverte par des mesures de restriction des consommations d'eau (26/06/2022 au 21/08/2022). Ce tableau recense les principales sources d'eau utilisées à des fins industrielles, à savoir :

- Eau superficielle - la Moselle
- Eau souterraine - Alluvions de la Meurthe, de la Moselle et de leurs affluents

L'installation consomme principalement de l'eau pour le process de fabrication et le refroidissement des outils de production. Le système de refroidissement fonctionne en système "semi-fermé" depuis 2014.

L'inspection des installations classées a consulté la déclaration GERE de l'établissement pour l'année 2021 qui montre que les niveaux de prélèvement autorisés sont respectés en moyenne annuelle (déclaration de 306 jours travaillés):

Ressource	Eau Souterraine	Eau superficielle
Niveaux de prélèvement annuel en rapporté e, m³/j (valeur déclarée en m³)	4 203 (1 286 120)	9 056 (2 771 274)
Niveaux de prélèvement autorisés (m³/j)	4 500	50 000

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dispositif de suivi des prélèvements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/12/2010, article 13.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de mesure totalisateur – Relevé des débits prélevés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « Les installations de prélèvement d'eau en eaux de nappe ou de surface sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement. Les résultats sont portés sur un registre. [...] »
Constats : Les ouvrages de prélèvement en nappe et eaux superficielles sont munies de dispositifs totalisateurs dont la présence est constatée sur site au niveau des différentes prises d'eau. L'exploitant a présenté le registre des relevés journaliers sur la période d'alerte sécheresse (voir constat précédent). L'inspection s'est rendue au poste de contrôle de la section "Energie" depuis lequel l'exploitant peut visualiser à tout moment les principaux flux d'eau et ainsi prévenir les éventuelles surconsommations. Une application permet également l'accès à ces informations en déporté depuis n'importe quel poste informatique. Lorsqu'une anomalie est détectée, des alertes sont affichées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Déclenchement du seuil d'alerte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Stade Alerte – Dispositions à mettre en œuvre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Lors du dépassement du seuil d'alerte, les mesures suivantes doivent être mises en oeuvre :</p> <ul style="list-style-type: none">• Renforcement de la sensibilisation du personnel sur les économies d'eau,• Renforcement de la sensibilisation du personnel sur les risques liés à la manipulation de produits toxiques susceptibles d'entraîner une pollution des eaux,• Interdiction de laver les véhicules de l'établissement,• Interdiction de laver les abords des installations de production à l'eau claire,• Report des opérations de maintenance régulières utilisatrices de la ressource en eau,• Interdiction de pratiquer des exercices incendie utilisateurs d'un gros volume d'eau,• Interdiction de fonctionnement en circuit ouvert des équipements aéroréfrigérants visés à la rubrique 2921, même en cas de dépassement des concentrations de 1 000 et 100 000 UFC/l, sauf autorisation explicite du préfet,• Mise en place d'une mesure quotidienne, à heure fixe et en journée, de la température en amont et aval du point de rejet des effluents. <p>Ces mesures sont mises en oeuvre dans le respect prioritaire des règles de sécurité.</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, sous une semaine à compter du dépassement du seuil de vigilance, un rapport avec l'ensemble des informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• Les débits de prélèvements effectifs en situation normale de fonctionnement, à comparer avec les débits de prélèvement autorisés par l'arrêté Préfectoral d'autorisation.• Le débit rejeté (% de la quantité prélevée), lieu de rejet (si différent du prélèvement),• Le delta de T° entre prélèvement et rejet, en précisant le lieu de mesure de ces T°,• Le débit minimum nécessaire pour assurer l'activité en marche normale du site,• Le débit en marche dégradée,• Le débit de sécurité si existant,• La période d'arrêt estival des activités pour raison de congés par exemple... <p>L'exploitant propose dans son rapport d'une part des mesures de réduction de consommation d'eau (le recyclage de certaines eaux de nettoyage, la modification de certains modes opératoires...) et d'autre part des dispositifs de limitation de l'impact de ses rejets aqueux en cas de déclenchement du seuil d'alerte renforcée (écrêtement des débits de rejet ou une rétention temporaire des effluents...).</p> <p>Constats : L'exploitant a mis en place les mesures prévues par son arrêté de prescriptions spécifique sécheresse du 13/07/2018 suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none">• une information interne reprenant les prescriptions génériques applicables en période de sécheresse a été diffusé dès le déclenchement du seuil d'ALERTE. L'exploitant s'est assuré de la bonne diffusion de l'information en mettant en place une feuille d'émargement permettant de recenser les agents ayant pris connaissance des mesures de restriction et de bon usage de l'eau.• la mesure quotidienne de la température des eaux prélevées dans le canal de la Moselle et rejetées dans la Moselle. Le tableau de suivi des rejets vers la Moselle transmis à l'inspection des installations classées montre quelques dépassements début juillet de la valeur limite en température (entre 31°C et 34°C pour 30°C autorisés). Ces dépassements sont résorbés à partir du 23 juillet et ce jusqu'au jour de l'inspection. <p>L'exploitant n'a pas mis en place les mesures suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none">• la mesure quotidienne de la température des eaux de la Moselle à l'aval des rejets de l'établissement;• la transmission du rapport de situation sous un délai de 1 semaine après le déclenchement du seuil d'ALERTE. Néanmoins, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le 13/07/2022, via la plateforme "Démarches Simplifiées" une partie des

informations requises dans le rapport de situation (e.g. consommations autorisées et réelles, périodes d'arrêt des installations, etc.)

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant les éléments suivants **sous un délai de deux semaines**:

- la mesure de température de l'eau de Moselle vise à s'assurer qu'aucun impact thermique significatif ne soit lié aux rejets de l'installation. Etant donné les températures de rejet vers la Moselle observés début juillet, il convient que la mesure de température de l'eau de Moselle soit mise en place dès le dépassement du seuil d'alerte et que l'exploitant tienne informé pendant les périodes de sécheresse et dans les plus brefs délais, l'inspection des installations classées de toute difficulté rencontrée à maintenir des températures de rejet acceptable.
- le rapport de situation ayant vocation à anticiper le durcissement des restrictions d'usage, il convient que ce rapport soit systématiquement transmis à l'inspection des installations classées après le premier passage au seuil d'ALERTE. Ce rapport devra être transmis dans un délai de deux semaines à réception de ce rapport à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Déclenchement du seuil de crise

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 2																																	
Thème(s) : Risques chroniques, Stade Crise – Dispositions à mettre en œuvre																																	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																																	
Prescription contrôlée : Exemples de prescriptions génériques : Lors du dépassement du seuil de crise, l'exploitant renforce les mesures déployées lors du dépassement du seuil d'alerte renforcée. Arrêt des prélèvements non prioritaires (sécurité ou eau potable).																																	
Constats : L'installation était à l'arrêt du 22/07 au 10/08, couvrant ainsi la période d'alerte renforcée (du 18/07/2022 au 12/08/2022) La situation de CRISE a été déclenchée au redémarrage de l'activité. En conséquence, l'exploitant a renforcé certaines mesures et en a appliqué de nouvelles : <ul style="list-style-type: none"> • une seconde communication de sensibilisation auprès des employés et dont le support a été présenté à l'inspection des installations classées a été réalisée; • l'exploitant a augmenté son taux de recirculation des eaux de refroidissement, le portant de 60% en période d'ALERTE à 80% en période de CRISE, limitant ainsi les besoins en eau du site ainsi que les volumes rejetés. Les niveaux de prélèvement dans les eaux superficielles et souterraines autorisés sont respectés sur les périodes de sécheresse et s'établissent comme suit pour les différentes périodes de sécheresse :																																	
<table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Situation sécheresse</th><th colspan="2">ALERTE</th><th colspan="2">ALERTE RENFORCEE</th><th colspan="2">CRISE</th></tr> <tr> <th>Eau Souterraine</th><th>Eau superficielle</th><th>Eau Souterraine</th><th>Eau superficielle</th><th>Eau Souterraine</th><th>Eau superficielle</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Niveaux de prélèvement réels moyens (m3/j)</td><td>3100</td><td>10958</td><td>3534</td><td>11872</td><td>4267</td><td>7710</td></tr> <tr> <td>Niveaux de prélèvement autorisés (m3/j)</td><td>4500</td><td>50000</td><td>4500</td><td>50000</td><td>4500</td><td>50000</td></tr> </tbody> </table>							Situation sécheresse	ALERTE		ALERTE RENFORCEE		CRISE		Eau Souterraine	Eau superficielle	Eau Souterraine	Eau superficielle	Eau Souterraine	Eau superficielle	Niveaux de prélèvement réels moyens (m3/j)	3100	10958	3534	11872	4267	7710	Niveaux de prélèvement autorisés (m3/j)	4500	50000	4500	50000	4500	50000
Situation sécheresse	ALERTE		ALERTE RENFORCEE		CRISE																												
	Eau Souterraine	Eau superficielle	Eau Souterraine	Eau superficielle	Eau Souterraine	Eau superficielle																											
Niveaux de prélèvement réels moyens (m3/j)	3100	10958	3534	11872	4267	7710																											
Niveaux de prélèvement autorisés (m3/j)	4500	50000	4500	50000	4500	50000																											
Observations : A noter néanmoins, que le jour de la visite d'inspection l'ensemble des installations ne fonctionnent pas. Des problèmes techniques n'ont pas permis de redémarrer les hauts fourneaux jusqu'à leur niveau nominal de fonctionnement. Seul un four électrique fonctionne pleinement le jour de l'inspection. Les niveaux de production n'étant pas réguliers, il est difficile d'évaluer l'efficacité des mesures de réduction des consommations et rejets mises en œuvre par l'exploitant. L'inspection des installations classées rappelle que l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2018 prévoit qu'à l'arrêt de la situation d'alerte sécheresse un bilan environnemental devra être établi par l'exploitant. Ce bilan s'attachera notamment à évaluer les bénéfices environnementaux obtenus grâce aux mesures de réduction déployées par l'exploitant, y compris en les comparant aux niveaux de production.																																	
Type de suites proposées : Sans suite																																	
Proposition de suites : Sans objet																																	

N° 5 : Consommation et sobriété des usages de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Bilans de l'épisode sécheresse (après chaque déclenchement et fin)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite sauf autorisation explicite par l'arrêté préfectoral.</p> <p>L'arrêté d'autorisation fixe si nécessaire plusieurs niveaux de prélèvements (quantités maximales instantanées et journalières) dans les eaux souterraines et superficielles, notamment afin de faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondation, ou à un risque de pénurie, parallèlement aux mesures prises pour d'autres catégories d'installations en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement. Cette limitation ne s'applique pas au réseau d'incendie.</p> <p>Les niveaux de prélèvement prennent en considération l'intérêt des différents utilisateurs de l'eau, en particulier dans les zones de répartition des eaux définies en application de l'article R. 211-71 du code de l'environnement. Ils sont compatibles avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe."</p> <p>Constats : L'exploitant a engagé volontairement deux études de rationalisation de l'usage de l'eau sur site:</p> <ul style="list-style-type: none"> • un diagnostic des consommations d'eau à l'échelle du site dont les conclusions sont attendues fin 2022; • un travail sur l'amélioration de l'abattement des MES en sortie d'installation. Les premiers résultats de coagulation/floculation ont été présentés et semblent probant. L'amélioration du traitement des MES permettra également d'augmenter le taux de recirculation des eaux. <p>L'inspection des installations classées demande à être informée des conclusions de ces travaux.</p> <p>Observations : L'inspection des installations classées constate que les évolutions de procédés opérées depuis 2014 sur site ont permis de réduire significativement et structurellement les consommations d'eau du site, notamment grâce au passage en circuit fermé du système de refroidissement. De ce fait, et au vu des études en cours engagées volontairement par l'exploitant et visant à poursuivre la réduction de consommations ainsi que l'amélioration de la qualité des rejets, l'inspection des installations classées proposera à M. le préfet de réviser les autorisations de rejet de l'établissement aux niveaux projetés des besoins en eau du site à l'échéance des études en cours.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet